

polémiques

+ RÉGIONS



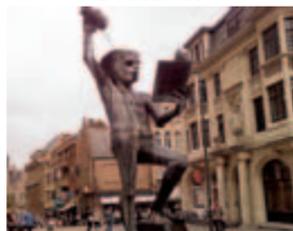
LE ZOOM
Les gagnants et les perdants
du mercato du foot. P.16 & 17

LA CHRONIQUE
Tous les jeudis, « #visapourlaflandre ».
Par Béatrice Delvaux. P.15

l'humeur

MICHELLE LAMENSCH

**À LEUVEN, C'EST
« MARÉCHAL FOCH
BUITEN »**



Louis Tobback en rêvait, c'est fait. La place Foch, à Leuven, bien connue des vieux étudiants, portera désormais le nom de Piet De Somer. La majorité SPA-CD&V du conseil communal s'est accordée pour que le premier recteur de la KUL autonome prenne le relais du maréchal français que le « pacifiste » bourgmestre louvaniste qualifie de « criminel de guerre »... Dans certains milieux francophones, le nom de Piet De Somer a des relents belliqueux. En tant que recteur de la section flamande de l'UCL, il fut, en effet, l'un des principaux acteurs du « Walen buiten » de 1968 et de la scission de l'Université. D'où la tentation de voir dans ce changement d'appellation un nouveau coup de sang communautaire, après l'idée saugrenue des autorités communales de Haringe de remplacer le coq de l'église du village par un lion... Piet De Somer eut une double vie : médecin virologue, voué à la recherche en microbiologie, et défenseur de la cause flamande. Pour le ministre d'Etat CD&V Mark Eyskens, professeur émérite à la KUL et citoyen de Leuven, Piet De Somer était un brillant intellectuel, modéré sur le plan communautaire, lui qui fut partenaire de travail du futur Prix Nobel Christian de Duve et associé, jusqu'à son décès en 1985, d'une entreprise pharmaceutique installée à Wavre. Mark Eyskens, toutefois, se dit très réservé à propos de l'initiative communale. « Tobback, dit-il, est parvenu à convaincre son conseil communal que Foch serait aujourd'hui traîné devant un tribunal pénal international pour crimes contre l'humanité. Il réinterprète l'éthique... En 2014, Leuven, ville martyre, célébrera le centenaire de la Première Guerre mondiale et le maréchal Foch fut un grand stratège qui a contribué à la victoire alliée. »



Milquet était-elle Madame Non ?

Benoît Lutgen reprend, ce 1^{er} septembre, la présidence du CDH. Pour Joëlle Milquet, après douze ans de règne, c'est l'heure des bilans.

Il est un épisode contesté de sa présidence. A-t-elle délibérément fait capoter les négociations de « l'Orange bleue » en 2007 : par incompatibilité d'humeur avec le MR Didier Reynders et/ou pour faire revenir le PS à la table ? Le point n'est pas anecdotique : la N-VA a bâti une partie de son futur succès électoral sur cet échec des partis « traditionnels »...

Pascal Delwit

Professeur de science politique à l'ULB



© ALAIN DEWEZ

« Sa communication fut imprudente »

Quel fut le rôle exact de Joëlle Milquet dans l'échec de « l'Orange bleue », au lendemain des élections législatives du 10 juin 2007 ?

Imaginer que Joëlle Milquet a fait capoter un grand accord institutionnel ne correspond pas à la réalité. Mais dire qu'elle a facilité les choses ne correspond pas à la réalité non plus...

Il faut analyser les choses à deux niveaux. Il y a d'abord le niveau de la négociation entre partis francophones et néerlandophones. Il me semble qu'à ce moment-là, de manière générale, les partis francophones n'ont pas bien saisi l'ampleur de la demande et de la pression sociale qui existaient dans le chef des partis néerlandophones. Parfois pour des raisons objectives, parfois pour des raisons subjectives : il faut bien voir que ce n'était pas facile pour eux, devant leur opinion, après la campagne du cartel CD&V/N-VA et une série de propos d'Yves Leterme qui avaient été pour le moins durs à l'endroit des francophones. Par ailleurs, avant les élections de 2007, l'anticipation était que l'on assisterait à une grosse négociation entre démocrates-chrétiens et socialistes, mais le résultat électoral a fait que l'on s'est plutôt acheminé vers une négociation entre démocrates-chrétiens et libéraux. Après la proclamation des résultats, Didier Reynders affirma que la vraie réforme de l'Etat, c'était de gouvernement sans le PS...

Le deuxième élément, qui est plus politique, c'est qu'entre partis francophones, les choses ne se sont pas bien passées non plus. On a régulièrement parlé d'une relation personnelle difficile entre Didier Reynders et Joëlle Milquet – et à l'inverse, d'une relation d'es-

time assez forte entre Joëlle Milquet et Elio Di Rupo. Alors que la logique des résultats électoraux voulait que l'on aille vers un gouvernement libéral/démocrate-chrétien, cela s'est donc mal passé entre MR et CDH. Pour des raisons difficiles à comprendre car la logique du MR eût été de donner l'espace suffisant au CDH pour pouvoir faire la démonstration que le PS était incontournable. Mais ça ne s'est pas produit... ça, c'est l'histoire.

Il y a tout de même ce sobriquet, lancé en Flandre, de « Madame Non »...

La réalité, ce sont des négociations difficiles, comme je l'ai dit, mais également une communication fort axée là-dessus. Dans sa communication, le MR s'est montré relativement « soft » parce que son objectif était d'amener un gouvernement sans la présence de socialistes. Dans sa communication, le CDH s'est montré plus dur et même régulièrement imprudent. Jusqu'au bout, puisqu'au CD&V, on a reproché à Joëlle Milquet l'inter-vention qu'elle a accordée à une encablure des élections fédérales, en juin 2010, dans laquelle elle évoquait l'élargissement de Bruxelles et qui aurait mis Marianne Thyssen (alors présidente du CD&V) en grosses difficultés. On se souvient aussi d'une Joëlle Milquet très entreprenante, en 2007, lors de la mission d'Herman Van Rompuy, laissant quasiment entendre qu'elle était à l'origine de sa promotion... Il y avait une grosse communication de sa part et pas toujours nécessairement bien menée car reposant – et ce n'était pas propre au CDH – sur une mauvaise compréhension de la situation en Flandre. ■

Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON

Carl Devos

Politologue à l'université de Gand



© DOMINIQUE DUCHESNES

« Son image est négative en Flandre »

Retiendra-t-on de Joëlle Milquet qu'elle fut à la source du blocage communautaire en 2007-2008 ?

Certainement en Flandre, oui ! La perception de son travail institutionnel restera négative. On retiendra d'elle le surnom de « Madame Non », bien sûr, mais aussi cette nouvelle notion de « milquetisation » des textes. À l'époque, le formateur Yves Leterme avait rédigé un texte de compromis qui était passé entre les mains de Joëlle Milquet, il était devenu incroyablement plus compliqué, plus difficile à comprendre parce qu'elle avait ajouté quantité de nouvelles conditions. C'est devenu un label.

Elle porterait donc une énorme responsabilité dans le blocage d'alors ?

Oui, mais je souligne bien le mot de perception négative. L'analyse faite en Flandre, c'est qu'avec Olivier Maingain, elle a eu beaucoup d'influence sur l'échec des négociations à ce moment-là. Ce n'était évidemment pas la seule responsable.

Je pense par ailleurs qu'elle ne joue pas du tout le même rôle aujourd'hui qu'à l'époque. C'est une indication du fait qu'elle a compris combien son image était négative.

Les relations à l'époque étaient très mauvaises entre le CDH et le MR. Cela a aussi joué un rôle, non ?

C'est clair que les tensions étaient fortes, à l'époque, entre Joëlle Milquet et Didier Reynders. Il y avait aussi une forme de mariage mystique entre la présidente du CDH et Elio Di Rupo. Elle prenait alors des points de vue très à gauche. C'était une personnalité très forte, qui remettait ses collègues de parti à

sa place. Une figure dominante. Cela ne pouvait que générer des problèmes. En 2007, oui, elle fut une des raisons de cet échec. Aujourd'hui, c'est plutôt le seul Maingain. Joëlle Milquet est devenue plus constructive.

Yves Leterme, CD&V, était alors aux manettes. L'échec des négociations a mené à l'explosion de la N-VA. Joëlle Milquet en est-elle la responsable ?

Tout le monde en est responsable, y compris Milquet, oui. Si les francophones avaient accepté un accord à ce moment-là, nous serions pas dans la situation que l'on connaît aujourd'hui. Yves Leterme est aussi responsable, car il avait lancé les négociations institutionnelles au départ d'un slogan irréaliste, son fameux « cinq minutes de courage politique pour scinder BHV ». En faisant des promesses trop ambitieuses, il a créé des attentes irréalistes en Flandre, incompatibles avec le fonctionnement d'un Etat fédéral. C'est pour tout cela que la N-VA a grandi, rendant le paysage politique très compliqué et les exigences flamandes plus fortes.

Se dit-on aujourd'hui en Flandre que c'est un « bon débarras ». En même temps, Joëlle Milquet reste à la table des négociations...

Voilà... Pour les Flamands, son départ de la présidence ne change rien du tout. Elle reste autour de la table. Non, ce n'est pas un « au revoir » pour nous. Et je l'ai dit, elle est différente de ce qu'elle était en 2007. Quant à Benoît Lutgen, on le dit plus au centre droit, plus wallon, mais en Flandre, on ne le connaît pas du tout. ■

Propos recueillis par
OLIVIER MOUTON

lesoir.be

11:02



Foot : quel bilan tirer du mercato ? Jean-Louis Donnay vous répond. Vos questions dès 10 heures sur www.lesoir.be/polemiques/

le buzz du monde

WikiLeaks piraté : lol ! Si vous faites partie de ceux qui n'ont pas encore lu les vacheries qu'en 2007 le Belge Karel De Gucht, alors ministre des Affaires étrangères, jetait au dos de son collègue André Flahaut, alors ministre de la Défense, dépêchez-vous de consulter les dizaines de milliers de câbles diplomatiques US jetés en pâture par WikiLeaks. Car depuis hier, le site ferait « l'objet d'une cyberattaque », affirment ses gestionnaires, en

représailles pour les (+ de) 120.000 nouveaux câbles disponibles depuis une semaine. Les dégâts sont jusqu'à présent limités : le site est instable, la navigation interne connaît quelques bugs, mais les dépêches demeurent visibles – du moins jusqu'à ce mercredi après-midi. Est-ce davantage qu'un plaisant « arroseur arrosé » : le début d'une cyberguerre ? Comme le précise l'auteur du *Futur du pouvoir*, Joseph S. Nye Jr., professeur à

Harvard, une cyberguerre est jusqu'ici le privilège des Etats – pas de grand mystère, l'attaque contre WikiLeaks émane sans doute d'un Etat – mais doit aussi déboucher sur une modification matérielle violente : destruction d'une cible industrielle – ce fut le cas en Iran avec Stuxnet – ou de fichiers. Tant que les câbles US survivent, le Net vit à l'heure de la piraterie. S'ils disparaissent un jour, nous vivrons alors dans une autre ère... (A.L.)



© AFP